



---

---

Messieurs les Présidents de l'Union Nationale du Patronat Centrafricain, du GICA, de la Chambre de Commerce, du Collectif des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Association des Koli Wali Gara

Mesdames, Messieurs les membres de l'UNPC, du GICA et de la Chambre de Commerce, du CPMEC, des Koli Wali Gara,

Distinguées Personnalités en vos rangs, grades et qualités,

Après plusieurs reports consécutifs à mon agenda chargé, c'est avec un réel plaisir que je vous reçois ce jour. Je peux vous assurer d'entrée de jeu que j'ai souhaité cette rencontre dès ma prise de fonction mais ce sont les urgences que vous connaissez qui ont tout retardé. Aussi, voudrai-je espérer que vous n'avez pas interprété mon attitude vis-à-vis de vous comme de la négligence ou un manque de considération.

Comme partout dans le monde, les opérateurs économiques constituent l'épine dorsale de l'action politique et qu'à ce titre, ils méritent toute la considération liée à la place et au rôle qu'ils occupent et jouent dans la société globale. Dans la situation singulière de notre pays, caractérisée par la fragilité de l'Etat et dominée l'impérieuse nécessité de relancer les activités socioéconomiques, cette place et ce rôle deviennent plus que prépondérants.

Au regard de cela, il était d'une grande importance que je vous rencontre et qu'à cette occasion, nous fassions le point de la situation économique de notre pays assortie de pistes d'actions urgentes pouvant nous permettre de relever les énormes défis qui se posent à nous. D'autant plus que l'économie de notre pays sera relancée avec vous ou ne le sera pas et je sais de quoi je parle puisque j'émane, comme vous le savez, de votre milieu.

Mesdames et Messieurs du Secteur Privé,

Compte tenu de ce passé rappelé ci-dessus, évidemment je n'ai pas manqué de réfléchir aux problèmes économiques de notre pays, avant même cette rencontre. De nombreux Centrafricains, dont certains dans mon cabinet ou parmi vous, ont abordé ces questions avec moi en faisant des propositions que je garde encore par devers moi. Car, je ne voulais pas arrêter une ligne directrice de mon action au plan économique tant que je ne vous avais pas encore rencontré et écouté.

Cela signifie que cette rencontre vous est entièrement dédiée et davantage je serais à votre écoute, davantage je saurais tirer la substance de votre diagnostic de la situation et de vos solutions pour bâtir, avec le gouvernement, la charpente de notre action dans ce domaine que vous connaissez mieux que quiconque, bon nombre d'entre vous étant dans le secteur depuis plusieurs décennies.

Il est cependant nécessaire que j'introduise ces échanges par quelques informations qui pourront vous éclairer utilement sur les efforts que nous avons déjà déployés pour favoriser la reprise des activités économiques dans notre pays. Pour la bonne raison qu'il y en a qui pensent et qui disent que le gouvernement ne fait rien dans ce domaine.

Chers opérateurs économiques,

Comme vous le savez, la sécurité est la priorité des priorités et je peux vous assurer que je ne ménage aucun effort pour restaurer la sécurité sur toute l'étendue du territoire national. Je suis en effet consciente que sans sécurité, rien ne peut se faire et compte tenu de la faiblesse de nos forces de défense et de sécurité, j'ai fait appel et obtenu l'appui de la communauté internationale qui a commencé depuis lors à déployer des forces internationales de maintien de la paix dans notre pays. Pour les activités économiques spécifiquement, l'une des premières mesures que j'ai prise était de sécuriser le corridor Bangui- Garoua Boulaï grâce auquel notre pays est approvisionné depuis le port de Douala au Cameroun. Quelques améliorations peuvent être constatées de ce côté aujourd'hui.

Parallèlement à cela, j'ai engagé une croisade pour la mobilisation des ressources financières nécessaires au fonctionnement minimum de l'appareil de l'Etat, entièrement vandalisé et à l'urgence du paiement des salaires, bourses et pensions. D'autant plus qu'à mon arrivée j'ai trouvé les caisses de l'Etat vides. Sans argent frais, il était impossible d'entreprendre quoi que soit. Quant aux salaires, bourses et pensions, si je n'y avais pas fait face, sans doute que j'aurai ajouté à la crise sécuritaire une crise sociale. Grâce à l'appui des pays de la CEMAC, de la CEEAC, de la France et autres, nous avons réussi à éviter pour le moment cette crise sociale.

Mais comme je l'ai toujours affirmé, ce n'est pas avec l'appui extérieur que nous allons résoudre les problèmes de notre pays. Il fallait relancer de toute urgence l'outil de production. Malgré les destructions à grande échelle dont une évaluation exhaustive devrait être faite, j'ai compris qu'il fallait absolument que les travailleurs reprennent leur activité. C'est le sens des différents appels qui ont été lancés à l'endroit des travailleurs de tous les secteurs, pour une reprise effective du travail tant à Bangui que dans les villes de l'arrière pays où cela était possible. Ces appels ont été entendus puisque la vie économique a repris, quoi que timidement et je m'en réjouis.

Tout naturellement, je m'attends à ce que les opérateurs économiques que vous êtes me disent : oui, Madame la Présidente, c'est bien d'avoir fait tout cela mais qu'est-ce que vous avez fait concrètement pour nous qui avons vu notre outil de production détruit et nos activités réduites à la suite des diverses crises ? Et je vous répondrais tout de suite que votre attente est légitime. Comme je l'affirmais ci-dessus, vous êtes l'épine dorsale de l'action politique et rien ne peut se faire sans vous comme partout ailleurs. La situation de vos entreprises détruites et de vos stocks pillés dont les conséquences sur la consommation des ménages sont perceptibles est un sujet de grande préoccupation pour moi et pour le Gouvernement.

Dans le respect des procédures de gestion de nos ressources prescrites par nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, après l'ordonnance portant douzièmes provisoires, il nous fallait l'adoption de la loi des finances dans laquelle des mesures incitatives ont été préconisées pour vos sociétés et entreprises. Au regard des injonctions du FMI avec lequel il faut d'abord conclure un accord pour bénéficier des autres facilités de décaissement, je peux vous dire que ces mesures ne sont pas bien perçues mais j'endosse toute la responsabilité de les défendre dans l'intérêt de la relance effective des activités génératrices de revenus pour nos opérateurs économiques, surtout qu'il y a le vide laissé par les commerçants étrangers rentrés chez eux qu'il faut absolument combler.

Mesdames et Messieurs,

L'un des points que je voudrai aborder rapidement avant de vous laisser la parole est celui des opportunités d'affaires qui s'offrent à notre pays avec l'arrivée des 12000 Casques bleus des Nations Unies. Je l'avais dit à l'occasion de la rencontre avec les femmes de l'OFCA et je le répète encore aujourd'hui : nous devons nous préparer sérieusement à absorber une bonne partie des fonds colossaux qui seront investis dans le cadre de la mission multidimensionnelle de maintien de la paix des Nations Unies en République Centrafricaine et qui touchera tous les secteurs d'activité. Il faudra pour cela des ressources matérielles et financières à récupérer mais également des ressources humaines à mettre à disposition pour réellement nous approprier cette mission.

Vous conviendrez alors avec moi qu'il y a d'ores et déjà des stratégies à élaborer pour être mises en œuvre au moment opportun. C'est dès aujourd'hui que nous devons élaborer ces stratégies et je veux espérer compter sur votre expertise dans vos secteurs respectifs pour bâtir une stratégie d'ensemble qui sera en même temps le plan de sortie définitive de la crise dans notre pays pour les volets économie, commerce, industrie, petite et moyenne entreprise etc.

Vous l'aurez compris : il y a des enjeux énormes dans le déploiement des troupes internationales et à l'instar des autres pays qui ont bénéficié de telles opérations, il nous

revient d'en tirer la meilleure partie dans l'intérêt supérieur du décollage de notre pays sur tous les plans.

Chers membres du GICA,

J'ai lu avec beaucoup d'attention vos mémorandums des mars et novembre 2013 et vos pertinentes propositions ont retenu mon attention. Ces propositions, issues d'une analyse approfondie de la situation de notre pays ne peuvent qu'interpeller les autorités de la Transition.

Tout en laissant le soin aux Départements Techniques d'analyser vos demandes et de réfléchir aux voies et moyens d'y donner la suite indiquée, je peux d'ores et déjà vous donner mon sentiment sur certaines de vos propositions.

### **Sur les Compensations sur pertes matérielles**

- Seule une réduction du minimum IS (ancien IMF) est envisageable sous réserve d'une évaluation en termes de perte de recettes que cela pourra engendrer.
- Un projet de code des Investissements est en cours d'élaboration avec des dispositions plus souples et attrayants notamment en taux réduit de 5% sans TVA.
- La crise qui a secoué notre pays n'a épargné l'Administration publique qui ne saurait être rendue responsable des dégâts subis. Les mesures d'accompagnement proposées seront examinées dans la mesure des capacités réelles de l'Etat.

### **Sur le Remboursement des dettes intérieures**

- Elles ne peuvent être prises en comptes qu'après négociations avec les bailleurs de fonds et que si la situation de trésorerie de l'Etat le permet. Toutefois après les événements du 24 Mars 2013, sur instructions du Ministre des Finances et du Budget, des compensations sont accordées aux entreprises sinistrées et au cas par cas.

### **Sur la Révision fiscale**

- Pour être en conformité avec la Directive CEMAC, cet ajustement est possible, sauf à mener au préalable une étude de l'impact de cette réduction.

**Sur les propositions sectorielles,** dans les domaines des Industries forestières, du secteur minier, du secteur énergie et hydrocarbure et du Secteur Télécoms, j'ai instruit les

divers départements concernés d'étudier la questions des exonérations, du remboursement des crédits de TVA , de la levée de la suspension du processus de Kimberley. Sur le Secteur énergie et hydrocarbure, le Ministère des Finances a pris la mesure de la question et s'est proposé d'auditer la structure des prix des produits pétroliers aux fins d'y apporter des éventuelles modifications. Des réflexions doivent être menées sur toutes ces questions.

Mesdames et Messieurs du Secteur Privé,

Pour finir, je voudrais vous rassurer que j'ai conscience des tracasseries administratives, des pressions et contrôles intempestifs dont vous faites l'objet dans l'exercice de vos activités par les services de l'Etat. Je suis informée des difficiles relations avec l'Administration.

J'ai la forte conviction, comme vous, que toutes ces questions et celles relatives aux mesures d'accompagnement et de soutien aux opérateurs économiques ne peuvent être efficacement traitées que dans un cadre formel de concertation.

Aussi, pour favoriser le développement du secteur privé et restaurer un climat de confiance, il est souhaitable de réinstaurer un véritable dialogue entre le secteur public et les opérateurs privés. Pour cela, il conviendrait que l'Etat reprenne l'initiative d'une rencontre permanente de concertation, avec les trois groupes d'acteurs clés que sont : (i) les organisations représentatives du secteur privé (ii) les bailleurs de fonds appuyant le secteur privé; et (iii) les ministères et organismes concernés par le secteur privé. Les principales structures à impliquer seront la Chambre de commerce, les organisations patronales, le secteur bancaire, les artisans et commerçants qui sont proches de la micro-entreprise ou du secteur informel, les partenaires au développement pour que ceux-ci partagent la vision holistique de la société souhaitée par le gouvernement et la société civile.

Mais je suis surtout ici pour vous écouter. Je vous laisse donc la parole et vous remercie pour votre aimable attention.